

21 mars 2017

Par Jean-Pierre Anselme

Blog : A L'ABORDAGE !

<https://www.facebook.com/jeanpierre.anselme.7>

Linky et son monde

200 collectifs et associations appelaient à un rassemblement national *Stop-Linky*, mercredi 22 mars à Paris, pour interpeller les maires de France et les candidats à la présidentielle. *"Une colère de plus en plus puissante gronde dans toute la France face aux passages en force d'Enedis et de ses sous-traitants."* Enquête sur l'enfer des compteurs *Linky*, tant pour les usagers que pour les salariés.



Violence à l'égard des usagers, violence sur les salariés, une double violence emblématique du "capitalisme high tech", monde glacial où la technique la plus pointue (compteur "intelligent", "communiquant"...) s'accompagne des pratiques mafieuses à l'égard des "clients" et des méthodes moyenâgeuses à l'égard de salariés privés de toute dignité humaine. © DR

"J'avais l'impression d'être une sorte de SS ou de Gestapo chargé d'imposer un poison chez les gens" se souvient Marco (son prénom est changé pour préserver son anonymat), 26 ans, électricien et ancien poseur de compteurs Linky, pendant cinq mois, en 2016. "Quand j'ai été licencié, j'étais content !"

Combien sont-ils en France, parmi les 1800 salariés employés dans plus d'une trentaine de boîtes sous-traitantes chargées par Enedis (ex-ERDF), le principal distributeur d'électricité, de poser les compteurs *Linky*, à vivre leur travail comme un calvaire moral, jusqu'à en arriver à vivre le chômage comme une libération ?

"Nous avons pour consigne de tout faire pour convaincre les récalcitrants, témoigne Marco. Aux mensonges et menaces par courriers, coups de fil et SMS à répétition de la part d'Enedis, s'ajoutent les visites des techniciens qui vont défiler toute la journée pour les faire craquer."

3,5 millions de compteurs *Linky* ont été posés en deux ans et le but est de remplacer les 35 millions de compteurs que compte l'hexagone pour 2020.

"On est étonné de l'ampleur de l'opposition à ce projet industriel" s'est exclamée ingénument la responsable de la communication d'Enedis dans le Finistère, Marie Tarsiguel, en juillet 2016.

Et effectivement, de plus en plus nombreux sont les particuliers et aussi les communes qui font de la résistance.

"C'est encore en dessous des radars mais cela bouillonne un peu partout en France", affirme Stéphane Lhomme, conseiller municipal à Saint-Macaire en Gironde et opposant actif aux compteurs Linky (son blog [ICI](#)).

"Environ 200 collectifs se sont créés pour informer les usagers de leur droit à refuser le remplacement de leurs compteurs et organiser la résistance, à ce jour 340 municipalités, de tous bords politiques, s'opposent à l'installation des nouveaux compteurs."

Des petites et moyennes communes, mais aussi des villes comme Aix-en-Provence, Saint-Denis, Caen, Fontenay, Melun, Bondy... Enfin, à cette montée en puissance d'une opposition de plus en plus organisée et consciente de ses droits, s'ajoute deux obstacles majeurs :

- rien n'oblige légalement un particulier à accepter le remplacement de son compteur ([ICI](#)) ;
- la moitié des 35 millions de compteurs est installée chez les particuliers et, sauf à violer leurs propriétés, ils sont donc, en principe, inaccessibles ! ([ICI](#))

On comprend mieux alors pourquoi Enedis a mis en place une stratégie guerrière dont les poseurs de compteurs Linky doivent être autant de soldats, enrégimentés dans une foultitude de petites boîtes sous-traitantes sans scrupules, aussi bien à l'égard de leurs salariés qu'à celui des usagers.

TRAVAILLEURS ARNAQUÉS ET MIS EN DANGER

Dans une grande ville d'un département de l'Est de la France, huit d'entre eux acceptent de témoigner (anonymement) de leur oppression. Ils sont six "licenciés volontaires" et deux autres qui espèrent l'être bientôt qui se réunissent régulièrement autour d'une bière entre compagnons de travail devenus amis. C'est que, être ou avoir été dans "l'enfer Linky", cela tisse des liens ! Gros plan sur l'arnaque côté salariés...

À l'issue d'une formation de trois semaines (gracieusement financée par Pôle emploi !) pour devenir "techniciens chargés de travaux sous tension", ils sont embauchés comme... "poseurs de compteur". Une "nuance" dont ils peuvent aussitôt vérifier les conséquences quand les 2150 euros mensuels promis par des offres d'emploi alléchantes se transforment... en SMIC. Et tout est à l'avenant : horaires à rallonges, heures supplémentaires jamais payées, tickets restau rabiotes...

"On est censé gagner jusqu'à 400 euros supplémentaires, voire plus, grâce à des primes de rendement mais en fait on ne les voit jamais."

"Il suffit d'augmenter régulièrement les quotas à réaliser ou d'éparpiller les rendez-vous ou de nous envoyer chez des clients absents et hop le tour est joué, la prime passe à la trappe !"

Et qui dit quota dit "harcèlement", mené tambour battant par un chef d'équipe payé lui aussi au nombre de compteurs posés .

"Chacun est poussé à faire toujours plus quitte à se mettre en danger !"

Le risque est de "faire un flash", l'électrisation, avec son choc émotionnel, qui peut occasionner des brûlures plus ou moins graves, les vapeurs toxiques absorbées...

"On peut en mourir mais il y a l'invisible, les dommages internes par rapport aux organes, au cœur, au foie... lesquels peuvent ne se révéler qu'au bout de plusieurs années."

"À vouloir aller toujours plus vite en posant les compteurs pour tenir les quotas, on zappe des éléments essentiels de sécurité et on se met en danger."

ENCADRÉ 1 : RASSEMBLEMENT NATIONAL STOP-LINKY (et autres compteurs communicants)
Mercredi 22 mars 2017, de 11h30 à 15h - devant la maison de la Radio à Paris

Mercredi 22 mars 2017, l'Association des Maires de France (AMF) organisait avec Radio-France et Public-Sénat une journée entièrement consacrée aux communes dans le cadre de la campagne présidentielle, et tous les candidats à l'élection présidentielle ayant déposé les fameux 500 parrainages furent reçus.

C'était l'occasion de faire entendre pour le mouvement Stop-Linky (Collectifs, associations, particuliers, élus municipaux, etc). En effet, une colère de plus en plus puissante gronde dans toute la France face aux passages en force d'Enedis et de ses sous-traitants qui tentent d'imposer leurs compteurs par la désinformation, les menaces, intimidations, etc. D'autre part, l'entreprise Enedis (appuyée par les Préfets, qui ne sont donc pas au service des citoyens mais des intérêts industriels) attaque devant la justice administrative les municipalités qui prennent des délibérations pour protéger leurs administrés en interdisant le déploiement des compteurs communicants. Or, au lieu de soutenir les maires et les conseils municipaux, les dirigeants de l'Association des maires de France prennent fait et cause pour les industriels et pour les compteurs Linky et cie. C'est inacceptable. D'innombrables citoyens et élus ne veulent pas de ces compteurs communicants qui :

- **mettent en cause les libertés publiques** (captation d'innombrables informations sur la vie privée) ;
- **mettent en danger la santé des habitants** (émissions permanentes d'ondes électromagnétiques), alors que les études officielles sont contestables et contestées ;
- **nuisent à l'environnement** (destruction de 81 millions de compteurs en parfait état de marche) ;
- **détournent l'argent des citoyens** (qui devrait servir à renforcer le réseau électrique ou à lutter contre la précarité énergétique et non à payer des compteurs communicants chers, fragiles, piratables, etc.) ;
- **font augmenter les factures et les abonnements** (sauf à s'habituer à vivre en disjonctant vingt fois par jour) ;
- **font dysfonctionner les appareils de votre logement.**

Mais cette colère est à ce jour ignorée par les "autorités" et par la plupart des candidats à l'élection présidentielle. Alors faisons-nous entendre.

C'est l'histoire, parmi beaucoup d'autres comparables, de :

"ce gamin de 20 ans qui battait tous les records avec ses 21 compteurs posés chaque jour au lieu des 8 habituels. Résultat : il a sauté (flashé) trois fois en quelques mois ! Et non seulement le chef d'équipe nous l'a donné en exemple mais en plus, la première fois, il a refusé de l'amener à l'hosto, histoire de "ne pas se compliquer la vie avec la procédure d'un accident de travail" !"

Et puis, sans être aussi "radical" que Marco, cité au début de cet article, il y a ce sentiment qui ronge la conscience de forcer la main des usagers et de

"participer à une escroquerie dont on est à la fois l'auteur et la victime".

USAGERS DUPÉS, HARCELÉS, VIOLENTÉS

"Intimidations, harcèlement, violations de domicile, flicages... Enedis se permet tout", témoigne Patricia Vénier, porte parole du Collectif Deux-Sèvres Refus Linky-Gazpar. "Des particuliers vont porter plainte pour violation de domicile et d'autres envisagent de le faire pour harcèlement téléphonique ou intimidation. Il y a quelques jours, pendant qu'une centaine de personnes participaient à une réunion d'information dans un village du département (Ardin), les gendarmes relevaient en catimini les immatriculations des voitures !"

De plus en plus souvent, à mesure que l'opération *Linky* monte en puissance, la presse locale et régionale se fait l'écho d'incidents plus ou moins graves. Ainsi, entre autres exemples, lors de ces six derniers mois :

- à Charte-de-Bretagne (35), plusieurs riverains s'opposent, physiquement, à la pause des compteurs *Linky* par des prestataires de service qui veulent passer outre leur refus, "On a frôlé la bagarre" (décembre 2016) ;
- À Sainte-Marie-de-Ré (17), c'est un retraité qui faillit en venir aux mains alors que malgré son refus on arrache son compteur pour poser un *Linky*, il a été légèrement blessé et les gendarmes ont du intervenir ;
- à Pamiers (09), la porte d'un particulier est fracturée pour poser en son absence un nouveau compteur ;
- à Brive (19), les 23 copropriétaires d'une résidence, qui s'étaient unanimement prononcés contre l'installation des compteurs *Linky*, dénoncent une "opération commando" après qu'on ait changé de force et en cachette les anciens compteurs ;
- à Biarritz (64), une équipe d'*Enedis* coupe illégalement le courant à une habitante qui refuse le compteur *Linky*, il faut l'intervention du maire pour que le courant lui soit rétabli...

BIG DATA = GROSSE ARNAQUE

Violence à l'égard des usagers, violence sur les salariés, une double violence emblématique du "capitalisme high tech", monde glacial où la technique la plus pointue (compteur "intelligent", "communiquant"...) s'accompagne des pratiques mafieuses à l'égard des "clients" et des méthodes moyenâgeuses à l'égard de salariés privés de toute dignité humaine.

À l'instar de ce qui s'est passé dans les années soixante-dix quand l'État et *EDF* ont interdit tout débat démocratique sur l'énergie pour imposer le tout électricité nucléaire, il s'agit aujourd'hui d'assujettir 66 millions de Français à une technologie désastreuse écologiquement et financièrement (encadré ci-

dessous), dangereuse pour la santé par l'overdose d'ondes électromagnétiques qu'elle implique (ICI), attentatoire à la vie privée et aux libertés publiques... (ICI).

Sans perdre de vue qu'aux compteurs Linky doivent s'ajouter les compteurs "communicants" pour l'eau et le gaz (compteurs Gazpar) (ICI) !

Les compteurs communicants



Linky

Gazpar

Eau

"Les "justifications" du programme Linky ne sont en réalité que des prétextes qui ne tiennent absolument pas debout : aucune économie d'énergie (au contraire des abonnements plus chers), aucun besoin pour les énergies renouvelables (l'Allemagne qui les développe plus que la France a annulé son programme de compteurs communicants), etc.", affirme Stéphane Lhomme sur son blog.

ENCADRÉ 2 : Manifestation à Gap (05) en octobre 2016 © DR

UN DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE ET FINANCIER

Installer des compteurs communicants revient d'abord à se débarrasser de 81 millions de compteurs ordinaires (35 millions pour l'électricité, 35 pour l'eau, 11 pour le gaz) en parfait état de marche. Les opérateurs ont beau assurer que des filières de recyclage vont être mises en place, elles ne devraient concerner que des appareils arrivés en fin de vie. Enedis se défend aussi en assurant qu'un million de compteurs est changé chaque année, mais cela montre qu'il y a un renouvellement "naturel" en 35 ans, pas en 5 ans !

C'est d'autant plus grave que les compteurs actuels – ne pas utiliser l'expression "vieux compteurs" que tente d'imposer Enedis : quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage... ou qu'il est vieux – peuvent durer 60 ans ou plus, contrairement aux compteurs communicants qu'il faudra remplacer officiellement dans 15 à 20 ans, en réalité dans 5 à 7 ans.

À peine installés, pour un coût d'au moins 5 milliards d'euros, les Linky devront donc déjà être remplacés. Mais, loin de reconnaître ses torts, Enedis présentera cette opération comme un progrès, la mise en place d'une "nouvelle génération" de Linky, "plus efficaces", "plus sécurisés", etc : c'est une ficelle utilisée depuis longtemps, des logiciels Windows aux téléphones mobiles rapidement rendus obsolètes...

Ces renouvellements successifs nécessiteront d'immenses quantités d'énergie, de matières premières... et de milliards : nos milliards, qui devraient servir pour renforcer le réseau, enterrer les lignes, améliorer la distribution de l'électricité dans nos communes, et non pour doper les profits des industriels.

Enfin, il est à noter que, dès qu'un compteur Linky leur a été installé, de nombreux ménages voient leurs appareils électriques et domotiques devenir "fous" : comme rapporté par divers médias comme [La Voix du Nord](#) ou [Le Figaro](#) (peu soupçonnable d'activisme "écologique"), les volets s'ouvrent et se ferment n'importe quand, les lampes clignotent jour et nuit, la télé s'éteint en plein film, etc. Mais Enedis se défile et vous invite à changer votre matériel et vos appareils... à vos frais !

Les promoteurs des compteurs communicants parlent de "transition énergétique" et d'économies d'énergie, mais il s'agit en réalité, pour les citoyens, d'un désastre écologique et financier.

(Extrait "Alerte aux compteurs communicants !", Stéphane Lhomme, janvier 2017)

(Extrait "Alerte aux compteurs communicants !", Stéphane Lhomme, janvier 2017)

réalité" pour les citoyens, d'un désastre écologique et financier.

Les promoteurs des compteurs communicants parlent de "transition énergétique", et d'économies d'énergie, mais il s'agit en

film, etc. Mais Enedis se défile et vous invite à changer votre matériel et vos appareils... à vos frais !

d'activisme "écologique"), les volets s'ouvrent et se ferment n'importe quand, les lampes clignotent jour et nuit, la télé s'éteint en plein

Pour s'interroger :

"Mais alors, quelle est la véritable explication de la mise en place de ce programme ?"

Et le président (du directoire) d'Enedis, Philippe Monloubou, de répondre :

"Nous sommes désormais un opérateur de big data [littéralement : grosses données] qui va bientôt gérer 35 millions de compteurs connectés" (interview au [Journal du net](#), 11 juillet 2016).

"Tout est dit : pour Enedis, les 35 millions de Linky qui doivent nous être imposés (si nous nous laissons faire) ne sont plus des compteurs mais des capteurs : leur véritable justification est bel et bien de capter toutes les informations possibles et imaginables sur nous."

Objectif : faire un maximum de fric en vendant nos données personnelles de consommation d'électricité aux marchands du temple qui disposeront alors de tout le nécessaire pour nous fourguer leur camelote.

"Nous entrons dans une nouvelle étape de la numérisation du monde, celle de la dissémination tous azimuts de capteurs. À terme, toutes les surfaces sont appelées à être connectées : corps, domiciles, véhicules, environnements urbains et professionnels...", affirme l'écrivain et philosophe critique, Eric Sadin, analyste depuis dix ans de l'impact du numérique sur nos sociétés ([Libération](#), 20 octobre 2016). "Cet "enveloppement" technologique va entraîner un témoignage intégral de nos comportements permettant au techno-libéralisme de s'adosser à tous les instants de l'existence, de n'être exclu d'aucun domaine, et d'instaurer ce que je nomme une "industrie de la vie" cherchant à tirer profit du moindre de nos gestes."

Et de lancer cet appel :

"C'est pourquoi, nous devons, à toutes les échelles de la société - citoyens, syndicats, associations - défendre le bien commun et notre droit à déterminer librement le cours de nos destins. Si nous ne reprenons pas la main, c'est le techno-libéralisme qui va diriger nos vies individuelles et collectives, et cela est inacceptable."

ENCADRÉ 3 : GARE À LA FACTURE !

Adieu les tarifs heures creuses et bonjour la jungle tarifaire comme dans la téléphonie mobile ! Et non seulement Linky ne permettra pas d'économies mais, au contraire, de nombreux foyers vont devoir prendre un abonnement plus élevé et donc payer plus cher. En effet, malgré les dénégations d'Enedis, les compteurs communicants disjonctent plus vite que les compteurs ordinaires et, comme rapporté par divers médias tel [l'Est Républicain](#), de nombreux usagers sont obligés de souscrire à des abonnements plus élevés et donc plus chers.

usagers sont obligés de souscrire à des abonnements plus élevés et donc plus chers.

plus vite que les compteurs ordinaires et, comme rapporté par divers médias tel [l'Est Républicain](#), de nombreux

Associations et collectifs qui appellaient et soutiennent ce rassemblement : Robin des Toits France (Association nationale pour la sécurité sanitaire dans les technologies sans fil), EHS France (Pour la reconnaissance de l'électrohypersensibilité et la défense des électrohypersensibles), Ligue des Droits de l'Homme Presqu'île de Crozon, Les Amis de la Terre 40, Solidarité et coordination Anti-Linky et cie Paris-Idf, Association de défense contre les compteurs communicants, Pièces et main d'oeuvre, Une Terre pour les EHS, Coordination Nationale des Collectifs contre les antennes relais, Coordination Antennes Relais Rhône Alpes et National, Association Harmonie Espaces de Vie et de Travail, Indecos-CGT de l'Ariège, Collectif Stop Linky Grand Paris, Collectif Stop Linky Languedoc Roussillon, Collectif Stop Linky 03, Collectif Stop Linky 05, Collectif Stop Linky 06, Collectif Stop Linky 07, Collectif Touche pas à mon compteur 09, Collectif Stop Linky 16, Collectif Stop Linky 17, Collectif Stop Linky 14, Collectif Stop Linky 21, Collectif compteurs communicants 24, Collectif Stop compteurs communicants 25-70-90, Collectif Stop Linky 29, Collectif Info Linky 32, Collectif Je veux garder mon compteur 37, Collectif Stop Linky 45, Collectif Stop Linky 47, Collectif Alerte Linky 46, Collectif Stop Linky Ouest 49, Collectif Stop Linky 50, Collectif Stop Linky 52, Collectif Stop Linky 54, Collectif Stop Linky 55, Collectif Stop Linky 56, Collectif Infos Linky 62, Collectif Stop Linky Sud 63, Collectif Stop Linky 56, Collectif Refus Linky Gazpar Compteurs d'eau 65, Collectif Stop Linky non merci 72, Collectif Stop, Linky 74, Collectif Stop Linky 76-27, Collectif Stop Linky Nord 77, Collectif Stop Linky 78, Collectif Refus Linky Gazpar 79, Collectif Stop Linky 82, Collectif Stop Linky Sud 85, Collectif Stop Linky Limouzi 87, Collectif Stop Linky 88, Collectif 89 Non aux compteurs dits "intelligents", Collectif Stop Linky Nord 91, Collectif Intercommunal Stop Linky BDPX 47, Collectif Linky, Gazpar et Cie Tulle et agglo, Collectif Stop Linky Auxerrois, Collectif Stop Linky Dinard, Collectif Stop Linky Pays Bigouden, Collectif Linky non merci Sud Cornouaille, Collectif Stop Linky du Poher, Collectif Stop Linky Speied, Collectif Stop Linky la Roche-sur-Yon, Collectif Creuse anti compteurs communicants et antennes relais, Collectif compteurs communicants Bergerac, Collectif Stop-Linky Berry-Touraine, Collectif Stop Linky du Ruthénois, Collectif Stop Linky Tarn Sud, Collectif Stop Linky Montpellier Métropole, Collectif Stop Linky Bordeaux Métropole, Collectif Stop Linky Lanton, Collectif Stop Linky Andernos, Collectif Stop Linky La Teste de Buch, Collectif Grenoble Anti-Linky, Collectif Stop-Linky Lyon, Collectif Info Linky Sud Ouest Lyonnais, Collectif Stop Linky Meudon, Collectif Stop compteurs Linky Hyères, Collectif Stop Linky Presqu'île de Crozon, Collectif no-Linky Presqu'île de Quiberon, Collectif Stop Gazpar Linky Saint-Brieuc, Collectif Stop Linky Rueil Santé, Collectif Stop Linky Chartres de Bretagne, Collectif non au Linky Pays de Dol de Bretagne, Collectif Stop Linky Pays de Condé, Collectif Stop Linky Chateaulin- Porzay- Aulne Maritime, Collectif Stop Linky de Brechaumont, Collectif Stop Linky Draveil, Collectif Stop Linky Clayes, Collectif Stop Linky Saint-Ouen, Collectif Stop Linky Saintonges, Collectif Stop Linky Sarlat Plazac, Collectif Stop-Linky Chatel-Guyon, Collectif Stop-Linky Pays Roi Morvan, Collectif Stop Linky au Pays des Abers, Collectif Stop-Linky Pont-Péan, Collectif Stop-Linky Saleilles, Collectif Stop Linky Lerouville, Collectif Stop Linky Leudeville, Collectif Stop Linky Royan, Collectif Stop Linky Redon, Collectif Stop Linky Rivesaltes, Collectif Stop Linky Thuir, Collectif Stop Linky Campagnan-St Pargoire, Collectif Stop Linky du Céressou, Collectif Stop Linky Nieul sur Mer, Collectif Stop Linky Vanves, Collectif Posit Yvon 64, Collectif Stop compteurs communicants de Forcalquier, Collectifs Saint-Paulois Anti-Linky, Collectif Refus Linky Pays de Luchon, Collectif Anti-Linky de Soule, Collectif Refus Linky et cie, Collectif Refus Linky Montagne Noire, Collectif No Linky Aix en Provence, Collectif citoyen de Pézenas, Castelnau de Guers et environs, Collectif Aire toulonnaise , Collectif Alerte compteurs communicants 40, Collectif Anti Linky Marseille centre, Collectif Anti Linky Maisons Alfort, Collectif Anti-Linky Carcassonne, Collectif Anti Linky Anglet, Collectif Anti Linky Boulogne sur Mer, Collectif Anti-Linky du Pays de Caux, Collectif Anti-Linky Monclar, Collectif Anti-Linky Labadie Colombier, Collectif Anti-Linky Aulnay-Sous-Bois, Collectif anti-Linky de Noisy-Le-Sec, Collectif Linky non merci Richwiller, Collectif Meilleraye Anti-Linky, Collectif Non au Linky Savès-Louge Volvestre, Collectif Non au Linky - Fréquences Vercors, Collectif Combalinky, Collectif prévention 32, Collectif d'intérêts citoyens de l'Estaque, Collectif Le Perche Citoyen, Collectif Salies sans Linky, Collectif antennes 46, Collectif antennes 81, Collectif "Fréquences Santé" Varennes-sur-Seine, Collectif Antennes Relais de Rivières, Collectif Sécurité Santé Technologie Ondes Pulsées Charente, Collectif Alter Ondes 86, Collectif "alerte aux ondes" de Vabre, Collectif Alerte compteurs communicants 40, Collectif de défense des locataires Delon & Abreuvoir d'Antony, Collectif Ubayen VigiCEM, Collectif EHS 28-78, Association de défense des citoyens, Association Groupe Santé Colmar, Association de Lutte contre les effets des Ondes ElectroMagnétiques, Association Zone Blanche en Vallée de l'Artillac, Association Biarritz antenne, Antennes Brunoy Vigilance, Association anti-Linky de Bordeaux et Gironde, Association Caen ouest St Paul environnement , Association Bondy Écologie, Association Ond'ic, Association Poem26, Association Perdons pas le Fil, Association Apursetap, Association Cercle des Cadres action emploi Antony, Association Cote d'Emeraude d'Environnement et Qualité de la Vie, Association des Riverains du Seignanx, Association Les citoyens éclairés du pays de Lorient, Association Vivre au Pays de Pluvigner, Association Bio-logique du Golde de St-Tropez, Association française des consommateurs d'électricité, Association Aloem Vincente, Association Semaine Esprit Nature, ATTAC Landes Côte, Sud, ADN 46, ARR91, Acseipica, Collectif des Associations de Défense de l'Environnement du Pays Basque et du sud des Landes, Citoyenneté collective du Saint-Affricain et d'ailleurs, Sauvegarde de l'Environnement en Pays Rabastinois, Agora sisteronaise, Transition collective du Valentinois, Robin des Toits Midi- Pyrénées, Robin des Toits Mennecey, Robin des Toits Carmausin, Génération ondes, Sepanso 40, Eelv 40, Terre active, Gramat Information Citoyenne, CMGA Albi, Vigilance Citoyenne 49., Les ElectromagnétHiques du Pays de Rance, Comité des Survoltés du pays d'Evran, Le Panier du Bien être, Oïkos Kai Bios, Les Biotonomes Ubayens, Convention Vie & Nature, Emov, Ciel voilé, Copros Libres Saint-Denis, Action citoyenne environnementale Hendaye, Actif conscience citoyenne, Montauban citoyenne, Café citoyen de Charenton/St-Maurice, Rassemblement Citoyen en Normandie, Décroissance IDF, Sérènes Sereines, Refus Linky Gazpar.

Rassemblement Citoyen en Normandie, Décroissance IDF, Sérènes Sereines, Refus Linky Gazpar, citoyenne environnementale Hendaye, Actif conscience citoyenne, Montauban citoyenne, Café citoyen de Charenton/St-Maurice, qn bien être, Oïkos kai Bios, Les Biotonomes Ubayens, Convention Vie & Nature, Elov, Ciel voilé, Copros Libres Saint-Denis, Action CMGA Albi, Vigilance Citoyenne 49., Les ElectromagnétHiques du Pays de Rance, Comité des Survoltés du pays d'Evran, Le Panier des Toits Mennecey, Robin des Toits Carmausin, Génération ondes, Sepanso 40, Eelv 40, Terre active, Gramat Information Citoyenne, l'Environnement en Pays Rabastinois, Agora sisteronaise, Transition collective du Valentinois, Robin des Toits Midi- Pyrénées, Robin des Toits Mennecey, Robin des Toits Carmausin, Génération ondes, Sepanso 40, Eelv 40, Terre active, Gramat Information Citoyenne, CMGA Albi, Vigilance Citoyenne 49., Les ElectromagnétHiques du Pays de Rance, Comité des Survoltés du pays d'Evran, Le Panier du Bien être, Oïkos Kai Bios, Les Biotonomes Ubayens, Convention Vie & Nature, Emov, Ciel voilé, Copros Libres Saint-Denis, Action citoyenne environnementale Hendaye, Actif conscience citoyenne, Montauban citoyenne, Café citoyen de Charenton/St-Maurice, Rassemblement Citoyen en Normandie, Décroissance IDF, Sérènes Sereines, Refus Linky Gazpar.